

3^e année. — N° 1

LE NUM. 50 CENT.

ABONNEMENT :

Janvier. 1927

UN AN : 5 FRANCS

6 MOIS : 3 FRANCS

LE CREUSET

Bulletin mensuel. — Les articles n'engagent que leurs auteurs.

RÉDACTION ET ADMINISTRATION :

Jean DE BOE, "Le Creuset", 23, place Saint-Géry, Bruxelles.

ÉDUCATION

SOLIDARITÉ

ÉTUDE AGRÉMENT

Tous pour Un

—
Connaître son
but

Vouloir le
réaliser

—
Un pour Tous

IMPRIMERIE

"LES ARTS GRAPHIQUES",

Soc. coop.

Chaussée de Haecht, 201

BRUXELLES

LE CREUSET

Bulletin Mensuel de Propagande Syndicale

3^e Année, n° 1

Janvier 1927

SOMMAIRE :

Le Feu est aux Poudres ! (p. 1); *La Fête intime du « Creuset »* (p. 3); *Le Coin du Morticole* (p. 5); *A propos du Mouvement dans les journaux de Liège* (p. 6); *De la Charité* (p. 8); *Belles Etrences! Belle Perspective !* (p. 9); *Amour Sacré de la Patrie* (p. 10); *Rude Leçon* (p. 11); *La Vie typographique à Bruxelles* (p. 13); *Dans l'Internationale des Typos* (p. 14); *La Poubelle* (p. 16).

Le Feu est aux Poudres !

La grève sévit à Liège; elle menace un peu partout dans le pays.

La trêve, la fameuse trêve du contrat collectif à long terme pendant « laquelle les parties pourraient panser leurs plaies et se préparer pour de bonnes et loyales batailles futures ». Cette trêve est rompue pour Xe fois, malgré toute la plate complaisance que nous avons mise à nous plier aux injonctions de nos maîtres.

Les chiennes d'enfer de la presse hurlent parce que, pour se garantir contre les philanthropiques beautés de la rationalisation, les typos de Liège ont déposé les outils plutôt que de laisser introduire une pratique — probablement très intéressante pour les patrons — dont le résultat certain serait l'augmentation sensible du chômage.

Nos camarades connaissent les faits. Plusieurs journaux de Liège s'étaient arrangés pour se passer mutuellement la cote de la Bourse. C'était tout profit pour ces journaux. Mais au lieu de quatre équipes de typos pour faire cette cote, il n'en faudrait évidemment plus qu'une. Ce serait tout dommage

pour nos confrères. Et sans s'attarder à des palabres stériles, les ouvriers ont plaqué et lino et casses et rotatives plutôt que de se soumettre à cette rationalisation.

Et les chiennes d'enfer de la presse hurlent.

Un ex-ministre du travail dont la très chrétienne démocratie ne va pas au-delà des stricts intérêts capitalistes, s'ingénie dans un de nos grands quotidiens à démontrer l'outrecuidance des syndiqués qui osent défendre leur pain.

Mais je ne vais pas discuter les arguments des parties. Ce conflit est autre chose qu'un différend particulier. Il est nécessaire de le situer dans son cadre réel qui dépasse considérablement les quelques ateliers de typographie de Liège.

L'industrie, aussi bien que les administrations, poursuit pour le redressement et la consolidation de sa position l'établissement d'un plan d'exploitation nouveau dont le but est l'intensification de la production, la diminution des prix de revient, l'augmentation des prix

OPERATEURS ! Pour protéger votre vue, demandez une LINOTYPE PARKERISEE !

de vente. Pour aboutir à cela elle met en œuvre : la rationalisation du travail; la dévalorisation des salaires; la création de trusts ou de cartels.

Dans tout cela il n'est évidemment tenu aucun compte des perturbations profondes qui seront provoquées sur les marchés; des crises industrielles considérables qui mettront en disponibilité des centaines de mille, des millions de travailleurs; de la dénutrition lente des ouvriers à salaire insuffisant; de l'augmentation considérable des déchets de main-d'œuvre: infirmes, faibles, vieillards. Les patrons ne s'inquiètent jamais — à moins d'y être contraints — de la situation qu'ils créent aux travailleurs et ce, contrairement à ceux-ci, qui par un vieil atavisme de servitude, s'inquiètent toujours des intérêts de leurs maîtres.

Pour ce qui touche la branche du Livre, nous connaissons, à Bruxelles surtout, les beautés de la rationalisation de l'imprimerie: licenciement de tous les éléments ne donnant pas un maximum de rendement, les vieux typos ont été les plus nombreuses victimes; remplacement systématique du travail manuel par le travail mécanique; organisation du travail en série; établissement d'un contrôle de plus en plus exigeant; augmentation du rendement individuel. Résultat: une armée permanente de chômeurs.

Comprenez-vous maintenant pourquoi ce conflit de Liège n'est pas un événement local, mais pourquoi il intéresse tant, non seulement tous les travailleurs du Livre, mais tous les travailleurs en général, parce que la rationalisation sévit avec égale diligence dans toutes les autres industries.

D'autres conflits du Livre sont sur le point d'éclater ailleurs dans le pays. Si les causes n'en sont pas identiques dans leurs formes, elle le sont dans leur base commune : l'éternelle Lutte des classes. L'exploitation au plus haut taux possible de la classe ouvrière par la classe possédante. Que ce soit à

Liège, à Gand, à Bruxelles ou ailleurs, lorsque le point d'équilibre des deux résistances: patrons et ouvriers se déplace, c'est le conflit. Les patrons tout au moins observent avec une attention toujours éveillée ce point d'équilibre. Leur force augmente-t-elle ils la monnaient aussitôt. Peu leur chaut les accords, les contrats, les considérations humanitaires. Ils peuvent ne pas nous payer un réajustement de salaire — qu'ils savent légitime et nécessaire — c'est la mise en demeure immédiate, c'est l'exigence formelle de la soumission. Ils peuvent se passer d'un contrat qui les gêne, ils se désaffilient de l'organisme qui a contracté pour eux et ils imposent des conditions de travail en rapport avec la faiblesse ouvrière. Ah! Monsieur Tschoffen peut poser avec un tartufisme bien fardé: « La Force ou le Droit? » Les patrons lui répondent, hélas! beaucoup plus souvent que nous: La Force! Car nous sommes encore — et pour longtemps — les victimes inconscientes des séculaires habitudes de soumission de notre classe.

Oui La Force. Car il n'y a pas de Droit. C'est un mensonge qui sert d'oreiller à la conscience de ceux qui en profitent et de bandeau pour l'entendement de ceux qui en pâtissent. hors l'hypocrisie, il n'y a que la Force qui règle les rapports entre les exploités et les exploités. Et c'est notre mission à nous de le clamer partout, à tous; c'est notre mission à nous d'arracher le maquillage de la Justice, de la Philanthropie, de l'Egalité des lois, du Droit et des autres fadaïses dont on goberge les pauvres gens pour les maintenir volontairement dans leur état de servile misère. Car le jour, où les voiles roses et bleus du mensonge se seront levés et que la réalité vivante, brutale s'étalera aux regards des exploités; ni les discours, ni les articles à la Tschoffen, ni les arlequinades de la collaboration ne suffiront au maintien d'un état social basé sur l'asservissement des masses travailleuses. Les philanthropes d'aujourd'hui, les « bons pa-

trons » à eau bénite; les Tschoffen du Droit déposeront, comme d'inutiles accessoires de théâtre, leur verbiage emmiellé pour recourir, comme les tyrans d'Italie, d'Espagne, de Hongrie et d'ailleurs, à la Force, à sa plus cruelle physionomie: le fer et le feu.

Ce n'est pas la première fois que les classes possédantes doivent recourir à la transformation des formes de l'exploitation. Le machinisme, le déplacement des centres de la production, la concurrence ont provoqué dans l'histoire des deux derniers siècles des crises épouvantables. Ces crises ont chaque fois été accompagnées d'un formidable réveil des consciences. Les plus aveugles perçoivent quand même des lueurs de réalité, dans ces périodes de misère épouvantable; les mains qui ne se joignaient que pour la prière ou l'accomplissement du labeur, se crispent en poings menaçants, l'instinct de conservation supplée au manque de conscience de classe et les révoltes grondent.

Aujourd'hui moins que jamais il ne sera possible à la bourgeoisie de se sauver en provoquant la famine des travailleurs. Notre imprescriptible droit à la vie, sous quelque motif que ce soit, nous ne tolérerons qu'on nous le conteste. Que crève la société qui ne peut subsister qu'en sacrifiant une partie — la plus intéressante de l'humanité. Advienne tout ce qui pourra : Mais nous voulons que nos femmes, que nos enfants, que nos vieux mangent, se vêtent, gisent. Que les soutiens de notre belle société s'arrangent comme ils voudront: mais nous voulons vivre. Qu'ils rationalisent ou non; qu'ils stabilisent ou non : Nous voulons vivre!

Mais ce que nous voulons, nous ne l'obtiendrons que par la lutte ou la menace de lutte. Il ne suffira pas d'exposer des principes, ni de platoniques protestations — ni de recours à d'illusoires conseils d'arbitrages, officiels ou non. Ce que nous voulons nous ne l'aurons qu'en imitant nos camarades de Liège. Comme écrivait Richépin avant qu'il ne fut académicien:

« C'est lorsqu'on est passé qu'il faut quérir passage. »

Hardi les gars du Livre!

Le feu est aux poudres!

QUERCUS.

La Fête intime du "Creuset",

Me voilà passé critique théâtral, obligé de vous fournir mes impressions au sujet de la fête intime du « Creuset », organisée le samedi 15 janvier, en la « Salle du Commerce », place Liedts.

Je vous dirai tout d'abord que les absents ont eu le grand tort de rater une soirée si cordiale, amusante et de bonne confraternité. Pour les faire « enrager » — les absents, bien entendu — je vais leur éplucher le magnifique programme, afin qu'à la prochaine soirée, ils soient les premiers à retenir leurs places.

Ce fut devant une salle bien garnie — cinq cents personnes — que se déroulèrent les numéros du programme, lequel était distribué « à l'œil » par deux gentilles Creusotines.

Inutile de vous dire que ce programme (une pièce artistique, s. v. pl.) sortait des « Presses des Arts Graphiques, S. C. O. ».

La première partie débutait par « Ouverture par l'orchestre ». Eh oui, cela vous en bouche, hein! il y avait un orchestre (je dois vous avouer qu'il y en avait même deux, d'orchestres, le son du « jazz-band » du rez-de-chaussée nous chatouillant les oreilles). L'orchestre donc nous joua évidemment une « Ouverture ». Que voulez-vous qu'il jouât d'autre?

Ensuite passa la petite Rose, qui nous chanta très gentiment quelques morceaux choisis. Un peu surprise (la petite Rose manque encore de planches), elle s'en est tirée avec des rappels. Mais pourquoi son diable de papa, qui possède du terrain, ne fait-il pas cultiver la voix de sa gosse comme on cultive, soit la pomme de terre: un Applaudissements.

Au tour d'H. Dubois, comique. Ah! oui, comique; entrée élégante avec un « cadra-tin », une cravate-nouveauté 1950, un pantalon loué à Michel, des bottines de gymnasiarque, un pitte-jass de couleur indéfinissable... et j'allais l'oublier, un nez ver-petit trou, la patate, un peu... et on laisse pousser. Enfin, la petite Rose a de l'étoffe.

Au tour de M. Van Boeckel, une basse,

nous a donné l'occasion d'apprécier son puissant organe vocal. Un très bien pour M. Van Boeckel.

Changement de personnage: Fr. Wernès est devant nous; c'est un monologueur bien en place. Il en a une façon de réciter « PPPoil-aux-PPPPattes » et le « Gendre devenu enragé par une morsure de belle-mère ». J'espère que l'Institut Pasteur l'aura guéri, ce bon Wernès, pour le plus grand bien de la Commission des fêtes. Gros succès.

A présent, Mme Marguerite Darms, cantatrice. Le piano joue l'introduction d'un morceau d'opéra et une voix s'élève dans la salle; de cantatrice, pas de trace sur la scène. C'était notre pianiste qui chantait tout en tapant les touches. Elle décrocha un vif succès, surtout dans le grand air de « Madame Butterfly ».

Vinrent ensuite les « Riva's », équilibristes. Vous devez « Savoir » qu'ils sont deux. L'un a une façon toute spéciale de saluer le public: il place une main au plancher et fait ainsi le poirier. L'autre est un « équilibriste déséquilibré », vu qu'il est plus souvent au plancher que sur ses pieds. Au reste, il y a du beau travail chez les « S'avoir ».

Et voilà la fin de la première partie. Pendant l'entr'acte, deux Creusotinettes font une collecte pour nos vieux typos, laquelle collecte a rapporté 54 fr. 35.

— Garçon, un bock. Le temps de le siroter, vu le prix, et en route pour la seconde partie du programme.

A nouveau, ouverture par l'orchestre. — millon; la coqueluche des dames présentes, quoi. Beau succès. Cependant, un conseil, Henri; chanter et danser, cela demande du souffle, et il te manquait de l'entraînement.

Arrivons au « clou » de la soirée: « Les Mentors », sketch acrobatique. En voilà des acrobates (je me suis laissé conter que c'était père, mère et fille). Quelle souplesse, quelle force, quelle aisance pour faire le pont, le poirier et tout un tas de tours les uns plus audacieux que les autres; nous en avions la « chair de poule ». Et puis quelle gentille présentation des trois exécutants... les petits dessous... Les yeux en étaient ravis. Très, très gros succès. Bis et rebis.

Ici, un contretemps. Mme de Mildrède, chanteuse légère, retenue par un engagement à la « Scala » d'Anvers, s'était fait excuser. Le camarade Balaes, diseur, s'offrit à la remplacer. Hum! Remplacer une

dame par un homme! Peste! Balaes nous détailla trois « stukskes » de son répertoire et la salle reprenait en chœur le refrain. Egalement, beaucoup de succès pour ce jeune homme.

Le baryton Van Campenhout, de sa chaude voix, nous charma de trois morceaux. Le chanteur se souviendra des applaudissements mérités qui lui furent décernés.

La fin du programme était tenue par les « Kalès », comiques excentriques. L'entrée du premier fut des plus réussies. Il avait une façon de crier: « Dites donc, Monsieur Michel ». Vous devez Savoir que « Monsieur Michel » sortait des décors et n'en menait plus large sur la scène, à tel point qu'il s'est laissé piger un « Belga » dans une attrape de Kalès Ier. La partenaire eut une entrée plus « rigoleuse » encore. Je ne sais si c'est une danseuse professionnelle, mais quelle grâce, quelle féminité, quelle harmonie de lignes, quelle légèreté dans ses pas. Son Kalès Ier manquait de biceps pour la soutenir. C'est une véritable « révélation » pour le maître de ballet Ambrosini. Après les applaudissements, le couple vint saluer le public et, patatras, la perruque du Kalès II tomba et nous laissa voir une « Kalès kop » des plus polie, genre bille de billard, ce qui redoubla leur succès.

Après le baisser du rideau, il y eut une ample distribution de bonbons, savons et cartes parfumées.

Le temps de dégarnir la salle et de placer les chaises sur la scène, et le jazz-band commença.

Creusotins, Tines, Tinettes et Tinets s'en donnèrent à jambes que veux-tu. Tout le monde, vieux et jeunes, « fox-trottait », et « Charel-stoutait » à qui mieux-mieux. Et les danseurs en eurent jusqu'à 1 heure du matin.

A la sortie, la drache nous gratifia d'un retour un tant soit peu crotteux. Mais, bah, c'était dimanche, et l'on avait le temps de se retourner.

Allons, les membres de la Commission des fêtes, ne dormez pas sur vos lauriers et promettez-nous pour bientôt un « bis » de cette si reposante soirée.

E. G.

P. S. — Nous avons remarqué parmi l'assistance toutes les grosses légumes du « Creuset » ainsi que plusieurs ministres à portefeuille de la « Coopé ».



Les religions s'en vont; mais les disciples de l'antique Vénus, la déesse de l'amour persistent nombreux, insoucieux des coups de pied qu'elle leur décoche sournoisement: aussi voyons-nous éclore en permanence: syphilis, blennorrhagies et chancres mous. Ils maudissent, d'ailleurs, à l'unisson ces gorgones monstrueuses à l'haleine putréfiante. Les anciens Aztèques se permettaient d'élever des temples à la divinité Syphilis, qui était l'objet d'un culte appréciable; aujourd'hui, les fils de ce que l'on a coutume d'appeler encore la bonne société, se glorifient souvent d'une atteinte de chaudepisse et méprisent leurs camarades non gratifiés de la même faveur.

Aussi voyons-nous actuellement, un quart de la population des villes infectée de syphilis; 17 p. c. des campagnards, sans compter les rangs serrés des hérédosyphilitiques; les colonies, auxquelles nous apportons les beautés de notre culture clament leur joie de jouir du progrès par la devise: « Civilisation, syphilisation ».

Le gonocoque, microbe de la blennorrhagie a chatouillé maint canal urinaire: certaines grandes villes présenteraient 160 p. c. d'atteints, c'est-à-dire que les adultes, pris l'un dans l'autre auraient été affectés de cet hôte en moyenne 1,6 fois.

Il est surtout remarquable de voir les innombrables maladies attribuables au gonocoque et au tréponème de la syphilis; la blennorrhagie ne peut guère donner qu'une infection générale, des affections cardiaques ou cutanées, du rhumatisme articulaire déformant rendant parfois infirme de tout jeunes gens. Mais la syphilis peut atteindre tous les organes et simuler un grand nombre de maladies; elle ne consiste que dans une minime proportion en éruptions, ulcérations ou tumeurs gommeuses; elle attaque les organes profonds du système nerveux: paraplégie, tabes (ataxie locomotrice); paralysie générale, dont le nombre paraît augmenter et le traitement bien aléatoire.

C'est même devenu un dogme en médecine

qu'il faut toujours songer à la syphilis lorsqu'on se trouve en présence de symptômes bizarres et qui ne sont pas explicables par les causes habituelles.

Quant au chancre mou ou chancrille, il ne donne guère que des accidents locaux, pouvant occasionner de graves mutilations.

La thérapeutique possède fort heureusement d'excellents remèdes pour anéantir cette faune microbienne peu recommandable; il suffit de les employer à bon escient. Par malheur, les victimes expiatoires confient souvent le soin de les guérir à des charlatans barnumesques dont ils ont découvert les capacités extraordinaires à la quatrième page des journaux bien pensant; d'autres tiennent pour négligeables des troubles pour autant que ceux-ci ne gênent aucunement leur activité ou ne sont pas créateurs de douleurs.

Par contre, certains déprimés par des traitements prolongés ne peuvent se considérer comme guéris et errent de médecins en médecins, se lamentant sur leur triste histoire et exposant les moindres sensations ressenties comme symptômes indéniable de la persistance de l'infection.

Durant des maladies si fréquentes et parfois si rebelles à une guérison complète, qui ne se contractent guère en dehors des rapports sexuels, se pose le problème de l'hygiène préventive, de la prophylaxie.

Depuis quelques années, les pouvoirs publics ont entamé une campagne en ce sens, avec accompagnement de tam-tam et grosse caisse; ils voulaient détruire l'ignorance, du moins celle des maladies vénériennes: pour quelques belgas, de braves conférenciers, parfois incompetents, exposaient devant des auditoires de convaincus ou de chastes personnes, les horreurs de la syphilis et de la blennorrhagie. Après de chaleureux applaudissements, chacun se croyait atteint et suspectait son voisin. La conclusion était toujours la même: conférences, prospectus suggestifs, distribution de tubes prophylactiques, moyennant quelques frictions de pommade au calomel ou autre, l'on pourrait consacrer en toute sécurité à Vénus. Jusqu'à présent les résultats ne brillent guère par le succès. Comment nourrait-il en être autrement, si l'on omet de s'attaquer aux causes sociales des affections vénériennes, qui feront l'objet d'un prochain entretien.

Dr FONTAINE-VINCENT.

A propos du mouvement dans les journaux de Liège

Le conflit qui a surgi il y a quelques jours, dans les journaux liégeois, a mis toute la presse bourgeoise et en partie celle de la classe ouvrière en émoi. Depuis les tripoteurs de la Bourse de l'« Echo de la Bourse » jusqu'aux gens bien élevés du « Soir », en passant par certains journaux ouvriers, un véritable front unique s'est constitué contre nos camarades de Liège, qui ont eu la suprême audace de défendre leur croûte de pain, contre les économies de la bourgeoisie.

La question semble avoir particulièrement retenu l'attention de l'avant-garde de la bourgeoisie et le trait le plus caractéristique c'est que M. Tschoffen, chef du mouvement démocrate chrétien, s'est tout spécialement distingué dans ces attaques contre les typographes liégeois.

En effet, la grève de nos camarades liégeois pose un des grands problèmes du mouvement ouvrier, particulièrement dans la période actuelle de réaction capitaliste, c'est le fait de savoir si les travailleurs du Livre vont pouvoir maintenir les positions acquises sur leurs patrons.

Mais voyons d'abord les faits.

LÈS FAITS.

Quatre journaux liégeois, « comptaient réduire leurs frais généraux » en utilisant une seule composition de la cote de la Bourse pour eux quatre en se transmettant les flans.

Nos camarades liégeois, appuyés par le Comité Central de la Fédération Typographique, se sont opposés à ce que l'« Echo de la Bourse » appelle la « rationalisation » ou une « concentration horizontale » et ont envoyé aux journaux en question une lettre très claire et qui ne laissait aucun doute quant aux intentions qui les animaient. Elle disait :

« Par ordre du Comité Central de la Fédération Typographique, nous vous avisons qu'il est défendu de prendre des flans sur la composition typographique (Bourse), faite dans vos ateliers et de les passer aux autres journaux.

Nous regrettons de devoir vous dire que si cette chose se répète aujourd'hui vendredi 7 janvier, votre personnel ne rentrera pas dans vos ateliers demain 8 janvier matin. »

Et ce n'est pas plus compliqué. Nos camarades de Liège, avec lesquels, faut-il le dire, nous sommes solidaires sans réserve aucune, se sont opposés à une mesure qui tendait à réaliser des économies sur leur dos au profit exclusif des capitalistes, quoi de plus naturel !

LA FORCE OU LE DROIT ?

Sous ce titre pompeux, M. Tschoffen, qui voudrait se faire passer pour un éminent juriste (bourgeois, cela se conçoit), a écrit un long article — neutre, évidemment — dans la Tribune Libre (?) du « Soir » où il veut faire croire « juridiquement » que les typos ont tort de s'insurger contre une mesure qui augmente nécessairement le chômage.

Dans cet « hutsepot » juridique, M. Tschoffen mélange les éléments les plus dissemblables sur lequel il colle finalement l'étiquette mensongère de l'intérêt général.

Nous tenons d'abord à faire remarquer à M. Tschoffen, qui appuie une grande partie de son argumentation contre les typos de Liège sur les théories absurdes qui figurent par trop souvent dans certaine presse ouvrière, que nous rejetons les sottises de l'intérêt général et que nous n'avons rien de commun avec ceux qui, sous prétexte de défendre l'intérêt de la nation, défendent pratiquement — consciemment ou non — l'intérêt de la bourgeoisie. Nous lui faisons donc cadeau, ainsi qu'à la bourgeoisie, de l'intérêt public et de tous ceux qui la défendent pour nous en tenir à la réalité de la vie en société capitaliste et qui prouve par toutes ses manifestations qu'il n'y a qu'un intérêt réel et c'est celui de sa classe.

Ceci dit, parlons du contrat collectif. L'article 12 de la convention que les trois directeurs de journaux de Liège ont signé dit très clairement : « La production mécanique ne pourra être répartie qu'entre firmes contractantes possédant des machines à composer ». La note restrictive interprétative qui y est annexée dit : « ce texte quoique restrictif, accordera toutefois aux imprimeurs la latitude de faire exécuter à la machine par des confrères de la composition alors que le fait se présenterait occasionnellement ou pour des quantités minimes. »

Les trois journaux en question ont non seulement démissionné à la Fédération patronale, mais ils ont également refusé l'arbitrage proposé par les ouvriers. M. Tschoffen a donc manqué une belle occasion de se taire plutôt que de parler de choses qu'il ne connaît pas.

Mais avant d'aller plus loin, nous voulons épingle une autre élucubration de M. Tschoffen :

« Car si des syndicalistes égarés devaient, à la faveur de circonstances qu'ils estiment favorables, imposer par la force des solutions que réprouve le droit tôt ou tard les ouvriers seraient les victimes d'abus qu'ils auraient créés.

» Rien ne peut être plus préjudiciable au syndicalisme, parfaitement légitime dans son principe, que de pareils excès qui, s'ils devaient se répéter, soulevaient l'opinion publique et ruineraient ceux qui s'en rendraient coupables. »

Selon M. Tschoffen, « le syndicalisme n'est légitime que dans son principe », mais pas dans son action. Le syndicalisme n'est légitime que pour autant qu'il ne mette les privilèges de la classe possédante (dont M. Tschoffen est le digne avocat) en danger, il n'est légitime que pour autant qu'il se mette au service de la bourgeoisie contre les ouvriers. C'est une chose à laquelle devrait sérieusement réfléchir nos camarades ouvriers démocrates-chrétiens.

M. Tschoffen se fait entendre quand il croit avoir trouvé que les ouvriers ne respectent pas le contrat collectif mais reste dans son coin quand les patrons contrairement au contrat collectif et à une sentence rendue par le Conseil National d'Appel du Livre refusent de réajuster les salaires des ouvriers. Les maîtres-imprimeurs ont imposé par la force des salaires qui sont loin de correspondre avec les nécessités du moment. D'ailleurs tous les rapports entre ouvriers et patrons sont solutionnés et réglés par la force des uns vis-à-vis des autres.

RATIONALISATION ET CONCENTRATION HORIZONTALE.

L'« Echo de la Bourse » trouve que l'incident a son côté comique. Il rappelle qu'un article a paru le 8 décembre dans « La Wallonie » préconisant « la concentration de l'industrie et du commerce » et écrit par un militant syndical. Il rappelle d'autre part la note publiée par « La

Wallonie » au lendemain de la défense qui la frappait également et qui disait entre autre :

« Soucieux de maintenir l'équilibre de l'institution dont nous avons la charge, plutôt que d'accroître nos dépenses, nous nous résignons à réduire le nombre de nos éditions, mais il va de soi que nous dégageons notre responsabilité des conséquences qui pourraient résulter de l'application des mesures qui nous sont imposées, mais auxquelles nous n'entendons pas souscrire. »

Nous laissons évidemment le soin à la « Wallonie » de s'arranger avec l'« Echo de la Bourse », mais nous nous étonnons qu'un journal qui se prétend ouvrier puisse prendre pareille attitude vis-à-vis des décisions des organisations ouvrières.

Que « La Wallonie » et autres journaux ouvriers défendent la « rationalisation » ou « la concentration horizontale », cela c'est leur affaire mais, tout en ne voulant pas entrer plus loin dans ce sujet pour le moment, nous disons que les ouvriers doivent combattre de toutes leurs forces toute « rationalisation » que les capitalistes voudraient bien tenter de réaliser sur leur dos.

CONCLUSIONS.

Nos camarades typos de Liège ont absolument eu raison d'opposer aux économies que voulaient réaliser la bourgeoisie les intérêts des ouvriers. Devant la misère des foyers des ouvriers, il n'y a pas de questions de droit ou de jurisprudence abstraites, le droit sain est celui qui « donne à manger à ceux qui travaillent et rien qu'à eux. »

La lutte des typos liégeois pose surtout la question de savoir si les ouvriers vont, à la faveur de la crise économique qui sévit, se laisser reprendre les positions acquises. Et quoique M. Tschoffen puisse en penser ou en dire ce sera une question de force.

La lutte de nos camarades liégeois n'est pas seulement leur lutte mais c'est celle de tous les travailleurs du Livre de ce pays en particulier et celle de tous les travailleurs en général.

Les Creusotins se trouvent résolument aux côtés des typos liégeois et défendront partout leur cause.

C'est cela le droit que nous avons conquis et défendront par notre force.

G. V. d. B.

DE LA CHARITÉ

Cette soi-disant vertu qui existait de tout temps, a-t-elle, ainsi qu'on nous l'apprend, *contribué au bonheur d'autrui*? A cette question nous nous permettons de répondre: «La charité telle qu'on la pratique dans la société présente n'est qu'un leurre quant au bonheur de l'homme.

Certes, nous ne contestons pas le résultat tangible, mais momentané, de certaines actions charitables; l'ouvrier qui partage son gîte, son pain avec le camarade d'infortune pose, ni plus ni moins, un geste vraiment altruiste. Celui qui, délibérément et sans aucun esprit de lucre, abandonne ses biens au profit de la collectivité, accomplit, sans nul doute, une action fort louable, quoique — nous ne saurions assez y insister — cet abandon n'est, en réalité, qu'une restitution, nul n'étant en droit d'avoir de la richesse quand d'autres manquent du nécessaire pour vivre.

Mais, cette espèce de charité là n'est pas de celles qui foisonnent. Celle qui s'accomplit autour de nous consiste en palliatifs qui soulagent la souffrance tout en perpétuant la misère du malheureux et semblent apaiser la conscience de celui qui fait l'aumône de son superflu.

De cette charité là, nous ne voulons pas.

Qu'est-ce donc que ces démonstrations appelées «Fancy-Fair» ou œuvre charitable, si ce n'est le rendez-vous de la haute pègre qui, sur son obole, entend prélever tout d'abord un tribut de joie et de plaisir? Hypocrisie.

Qu'est-ce donc que ces sociétés carnavalesques ou autres qui posent à l'action charitable en collectant au profit d'une crèche alors que nos dirigeants ferment les yeux sur la honteuse exploitation des ouvriers dont le salaire insuffisant oblige la mère à se rendre à l'usine et à se séparer de son bébé? Oh! le bon patron protecteur de la crèche. Tartuferie que tout cela.

A quoi riment ces œuvres de charité au profit des tuberculeux alors que rien ne se fait pour procurer à la classe ouvrière des logis salubres et à bon marché; que sous prétexte de compression, on crée un chômage intensif réduisant ainsi le foyer ouvrier à la misère et à la maladie. Men-

songe et duplicité qu'une pareille charité.

Quelle est l'efficacité du misérable sou que vous donnez à l'aveugle ou au bancal? Elle est quasi nulle si ce n'est qu'elle dégrade davantage le malheureux réduit à mendier alors que son atroce infirmité devrait le mettre à l'abri du besoin pour le restant de ses jours. L'Etat tolère. Pourquoi? Parcequ'il y trouve son profit qui est de ne pas toucher au sacro-saint capital.

«Mais, nous objectera-t-on, si vous combattez ces œuvres de charité et si nous vous suivons dans cette voie, les infortunés et les souffrances seraient bien plus nombreuses.»

Pareil langage équivaut à négliger la cause pour ne s'occuper que de l'effet. Supprimons la source du mal et nous supprimerons son effet.

Que les sanatorium et les hôpitaux ne soient plus à la merci des dons et des aumônes, mais que l'on prélève sur la richesse et le capital l'argent nécessaire à l'entretien de ces établissements qui seront moins nombreux lorsque l'ouvrier sera moins misérable.

Que l'on s'en pénètre bien, la charité qui se pratique dans notre société ne contribue en rien au bonheur, elle nous avilit, tout en nous subtilisant nos salaires.

Les possesseurs créent l'indigence pour démontrer l'utilité de leurs institutions charitables. Ils y tiennent beaucoup à faire la charité, c'est pour eux un passe-temps que d'aller voir leurs pauvres. La misère d'autrui renforce leurs satisfactions.

Cette charité, la classe ouvrière a pour devoir de la combattre. Pas d'aumône qui rend lâche et veule, mais des salaires nous permettant de vivre dignement de notre travail.

Répudions et blâmons les fêtes de charité où les riches dansent sur la misère des malheureux.

Au lieu d'implorer l'assistance publique pour des officines de charité, exigeons des meilleures conditions de vie et tendons vers une éducation sociale rationnelle capable de régénérer l'humanité.

Pas de charité qui courbe les fronts et trompe le travailleur sur son droit à l'existence, mais un travail rémunérateur qui seul apportera le bonheur au foyer.

SENREV.

Belles Etrennes !!... Belle Perspective !!!

Le 1er janvier qui nous apporte avec une diminution de 17.50 fr. une stabilisation jusqu'à fin mars, nous ouvre un nouvel horizon.

Nous entrons donc dans l'année nouvelle avec une perspective dont nous sommes en droit de ne pas nous réjouir, d'autant plus que le gâchis dans lequel, dit-on, se débat notre industrie n'est pas uniquement un fait dû à la crise, mais également à des causes non moins graves.

En effet, on ne peut qu'être affligé en constatant que les négociateurs n'aient pas trouvé d'autres solutions que celle d'une diminution de nos salaires sous le fallacieux prétexte, dirais-je, que nous traversons une crise, que le chômage est conséquent, etc., etc.

Disons-le franchement, cette capitulation constitue purement et simplement une consécration de notre impuissance et se traduit, chose plus grave encore, par une démonstration lamentable de notre faiblesse, d'une faiblesse peu digne d'une organisation syndicale comme la nôtre. On ne semble pas avoir eu conscience des conséquences redoutables que vont entraîner de pareilles conclusions.

Encore pourrait-on accepter cette diminution si c'était là une solution qui nous apporterait avec certitude une atténuation du chômage; mais non, nous n'aurons même pas cette compensation.

Dans ces conditions, on peut supposer que la situation des travailleurs du Livre, tant de ceux qui chôment depuis des mois, que de ceux qui travaillent, est précaire et va s'empirer.

On peut donc affirmer carrément que le fait de ne pas avoir su exiger le maintien de la convention établie et basée sur l'index-number, constitue une reculade qui pourrait être fatale et causer peut-être la perte irrémédiable de notre prestige, de notre force syndicale!

Alors que l'abandon d'un droit aussi légitime ne nous apportera rien en échange, car nous ne sommes tout de même pas naïfs au point de supposer qu'un patron va nous garder une semaine de plus parce que nous avons consenti bénévolement cette diminution. Même à supposer que notre salaire serait réduit à sa plus simple ex-

pression, nous ne voyons pas très bien un patron garder des hommes, les payer pour nettoyer des casses ou des machines.

Plus j'y réfléchis et plus la solution rapportée du Congrès me paraît néfaste.

Si vous le voulez, réfléchissez un moment avec moi. Pensez-vous réellement que le fait d'avoir consenti une diminution de 7 p. c. environ sur nos salaires; complétée si heureusement par une stabilisation jusqu'au mois d'avril (?), alors que l'index-number doit monter, que les loyers vont être majorés, que le gaz et l'électricité et même l'usage du tram, deviennent des pratiques de luxe pour nous; pensez-vous que c'est là la solution qui se puisse justifier? Supposez-vous que cela va donner du travail à nos chômeurs, que la besogne sa affluer dans les ateliers et que le problème est résolu?

Allons donc! Bien au contraire, ne verrons-nous pas des confrères, devant le renchérissement continu du coût de la vie, accepter plus facilement de faire des heures supplémentaires, aggravant ainsi la situation pénible de leurs camarades chômeurs, et, par ailleurs, provoquant encore des débauchements, se faisant ainsi du tort à eux-mêmes.

Ne verrons-nous pas également, les camarades de Bruxelles, par exemple, se rebiffer résolument à tout geste trop lourd de solidarité et protester contre le prélèvement extraordinaire de leur cotisation, et cela avec d'autant plus de raison, qu'ils constateront bientôt avec dépit et rage que ce sacrifice n'aura pas servi à grand chose.

Il semble donc ressortir de ces tractations qui eurent lieu, que nos négociateurs agissant évidemment de bonne foi, se troublèrent devant le silence des patrons et, pris de crainte devant l'image de la situation générale du pays, virent fondre leur volonté de résistance et ne trouvèrent qu'une issue pour éviter un conflit: capituler.

Encore un accord ou, si vous préférez une victoire de ce genre et notre force syndicale sera fortement compromise.

Nous verrons sous peu toutes les conséquences que vont entraîner cette diminution et cette stabilisation.

Il aurait fallu envisager une autre solu-

tion et, pour conclure, je pense qu'une diminution de la journée de travail eût été une mesure plus sage et plus efficace, propre à contenter tout le monde. Notre force syndicale serait en même temps sauvegardée et l'on aurait fait renaître un peu d'espoir parmi les camarades chômeurs.

Comment expliquer que nous n'ayons pas trouvé une solution plus équitable, plus honorable, moins désastreuse; que nous n'ayons pas songé un seul instant à envisager une diminution des heures de Travail? Pourquoi?

Pour ma part, j'avoue que la résolution prise par le Congrès du Livre me trouble par la pensée qu'elle n'apporte aucun espoir à nos malheureux camarades chômeurs, pas plus qu'aux autres.

UN ZOULOU.

Amour sacré de la Patrie!

A peine avions-nous la faculté d'ouvrir nos yeux sur ce monde, que déjà on nous bombardait de cette sainte formule!

Dès nos premières heures d'école, nos chauvins instituteurs, s'efforçaient de nous en bourrer le crâne!

Que de fois ne l'avons-nous pas rencontrée dans nos lectures, entendue au théâtre; combien de fois ne l'avons-nous pas chantée à tue-tête à l'époque de notre inconscience jeunesse?

Et ainsi graduellement à mesure que nous nous développons on s'ingéniait avec cette formule d'énivrante gloriole, à capter nos âmes, soit pour des visées impérialistes, soit pour satisfaire l'ambition d'un prince, dictée le plus souvent, par fantaisie personnelle en guise de distraction.

C'est l'ère héroïque, où le peuple naïf se laisse enlever par cette douce illusion.

Et malgré les dures leçons subies aujourd'hui, cela n'a guère beaucoup changé, à part que la presse toujours docile à ses maîtres l'emploie à un autre but: l'assouvissement toujours plus grand du capitalisme.

Ainsi à travers chacune des patries capitalistes de ce monde, cette formule adaptée à d'autres formules fait des ra-

vages dans le cerveau du peuple et le tient dans la plus horrible confusion.

«Amour sacré de la Patrie!»

Que contient-elle exactement?

Rien qu'affreuse hypocrisie.

Actuellement c'est avec elle, ou avec ses succédanés, qu'on vous cache tout le danger qui menace la classe ouvrière. Le danger qui menace la classe ouvrière, le chômage est-là, la misère nous poursuit, nos salaires sont diminués journellement par la hausse constante de la vie, tandis que proportionnellement à ceux-ci les bénéfices de nos exploiters montent au détriment de notre gêne.

Alors que pendant et après-guerre on nous a loués de toutes les vertus civiles et morales; après nous avoir promis mille et une merveilles, voilà que les mêmes dans une honteuse circularité confidentielle nous contestent le droit à la vie.

Chacun, disent-ils, doit apporter son obole sur l'autel de la patrie.

Tandis que pleuvent plus drues les «Brabançonnades» et qu'on veut nous nourrir de bançonnades et qu'on veut nous nourrir de discours patriotiques.

«Amour sacré de la Patrie!»

Ah oui, le franc de tous... les œufs fran (chement) cuits qui iront bientôt garnir les banques somptueuses construites un peu partout et qui attestent la nouvelle force des vautours de la haute finance.

Les gigantesques usines modernisées, poussant la standardisation à un degré toujours plus élevé, maintenant les salaires les plus bas, ne sont-elles pas la preuve de futurs desseins des barons de l'Industrie?

Et autour de ces contrées industrielles les luxueux hôtels se dressent comme par enchantement, ne sont-ils pas la preuve de la prospérité croissante du capitalisme?

Et pourtant cette patrie qui l'a reconstruite, qui l'a faite «renaître, ô vaillante Belgique» Qui?

Quels en sont les bénéficiaires?

Que nous offrent-ils en récompense?

«Amour sacré de la Patrie...»

Par elle vous avez connu la guerre, ses privations, ses morts, ses estropiés, sa maladie et sa faim et vous payez encore ses conséquences par une taxe sur vos salaires. Tout est notre œuvre ici-bas: les usines, les chantiers, les constructions, les ateliers.

Aux colonies et sur tout le globe, l'innombrables travailleurs, dans un climat infect ou sous un soleil torride labourent des

terres incultes tandis qu'eux vivent à Nice la belle! ses châteaux ses bars, sa prostitution, ses salles de jeux et ses champs de course.

Afin de nous préparer à la dernière des dernières... on nous comble de parades militaires et d'inventions chimiques, nous assistons à des décorations sans fin, et de plus belles «Brabançonnades» retentissent.

Pendant qu'on nous exhorte à la prudence, on jette les millions dans la frénésie des festivités d'un couple princier.

«Amour sacré de la Patrie»

Travailleurs que notre appel soit entendu!

Il faut que vous vous délivriez de toute cette phraséologie patriotique faite dans l'unique but de maintenir mieux encore les masses sous la coupe du capitalisme.

Il faut que vous laissez manifester votre conscience et votre volonté, si vous ne

voulez pas que demain vos conditions de vie deviennent plus précaires encore.

Il ne faut pas vous contenter de végéter en ce monde, c'est vivre qu'il faut faire.

Vous en avez le droit, car vous êtes tout.

Il faut que vous vous sèriez davantage dans votre organisation syndicale et que votre passivité fasse place à une grande agitation pour convaincre les inconscients devant l'ennemi commun le capitalisme.

Que le drapeau syndical devienne votre emblème, que vous soyez décidé à la défendre jusqu'au bout contre vos exploiters.

Vous vous élèverez ainsi au-dessus de toutes confusions patriotiques tout en réalisant «Le vrai amour de VOTRE patrie: l'HUMANITE!»

VOLUNTAS

LE COIN DES JEUNES

RUDE LEÇON

Que les jeunes s'en inspirent!

1er janvier 1927! Jour fatidique, jour qui sera marqué d'une croix noire au bilan d'action de notre organisation et de toute la classe ouvrière du pays.

Notre inconcevable soumission aux tentatives patronales d'abaissement de nos conditions de vie — car ce n'étaient que des tentatives — portera sous peu ses plus terribles et ses plus inattendues répercussions.

Sur l'immense échiquier du champ de bataille social, le bloc massif des exploiters capitalistes, du patronat de Belgique, a introduit son premier pion dans la défense indécise du camp prolétarien (exploités ouvriers, paysans, intellectuels).

La première position tombée, camarades, est la nôtre.

Et en même temps que le pion de la victoire patronale prenait place chez nous, le pion-microbe du défaitisme et du découragement germait parmi nous. Il répandra bientôt, dans tout le camp exploité, la gangrène qui rongera et minera peu à peu

les bases mêmes de notre force, c'est-à-dire la volonté tenace de lutte et la foi ardente en notre victoire, qui doivent régner au cœur de chacun d'entre nous.

Si le fragile château de cartes qu'est devenue l'organisation syndicale ouvrière de ce pays ne se transmute pas en une solide forteresse (en rejetant délibérément la politique anémiant, qui a assujéti la formidable force sociale des masses au gré de leurs intérêts électoraux)...

Et si pour ce qui concerne notre organisation, nous permettons que des camarades — à qui l'on confie notre sort — fassent ce qu'on a appelé très judicieusement «la conspiration du silence», nous désarmeront ainsi d'avance envers toute éventualité de lutte.

Camarades, ceux-là assument une lourde responsabilité dans la vague de réaction qui s'abattra bientôt sur tout le pays.

Mais nous aussi — et malgré le ressaïssissement (hélas trop tardif) de notre section de Bruxelles — nous assumons une bien lourde responsabilité.

Nous l'assumons par notre désintéressement des choses qui nous touchent de plus près.

On objectera : Et la province, qu'en fais-tu ?

Là encore notre responsabilité est lourde, parce que nous n'avons pas fait le strict nécessaire pour pallier, par une propagande orale et écrite intensive, à cet extrêmement dangereux défaut d'éducation.

Mais les faits se sont passés tels, et resteront tels.

Aussi, pour que pareil désastre — qu'on ne peut encore évaluer à présent — ne se renouvelle, il ne tient qu'à nous tous, camarades, à agir en conséquence, mais à agir sûrement et avec décision.

Je ne m'étendrai pas à démontrer les inconcevables erreurs qui se sont commises, malgré les avertissements répétés de certains de nos camarades clairvoyants. D'autres que moi et mieux que moi, exposeront ces faits; leur parole aura plus de poids que la mienne, parce que ceux-là auront vécu, pas à pas, le véritable drame dont nous avons fait les frais.

Je préférerais m'arrêter sur une face du problème à laquelle on attribue trop peu d'importance et qui, en réalité, est des plus conséquentes et, surtout, des plus décisives pour la conquête sociale de l'avenir : ce sont les fruits que doivent retirer les jeunes camarades de la rude leçon que nous venons de subir. Ainsi, quand, à leur tour, ils auront la responsabilité d'une tâche sociale, ils ne pourront plus verser dans les pièges que leur tendra le patronat.

Que les jeunes d'à présent (malheureusement bien insouciantes), qui doivent former les soldats du front prolétarien du proche avenir, s'inspirent de la leçon du 1er janvier et méditent longuement sur les conclusions qu'il faut en tirer.

C'est peut-être beaucoup vous demander, jeunes camarades, et de votre compréhension et de votre bonne volonté. Mais si ceci ne peut porter d'effet que sur un petit nombre d'entre vous qui le lirez, j'espère aussi que ces lignes serviront à défendre aux yeux de nos aînés, la conception de la valeur et de la nécessité du rôle que nos jeunes ont à remplir.

Revenons à la question et rétablissons les faits en toute leur simplicité.

Nos dirigeants, qui ont la responsabilité de leur mandat et par conséquent charge d'âmes plus qu'un père de famille, connaissent pertinemment bien les dangers qui

menaçaient ceux qui avaient remis en leurs mains la défense de leur croûte de pain. Ces dangers, ils ne les ont pas assez démontrés. Ils ne nous ont pas assez ouvert les yeux. Ils savaient de quelle façon allait être menée l'offensive patronale et, aussi, quels étaient nos points faibles.

Par une activité énergique et vigoureuse, ils auraient pu pallier à cette situation et nous laisser doubler le cap du 1er janvier, si pas avec une nouvelle conquête, du moins avec la certitude que nos conditions de vie n'eussent pas été avilies.

On a rabroué ceux de nos camarades clairvoyants qui ont fait un énorme effort, qui se sont dépensés sans compter mais qui, malgré leur ardeur ne pouvaient absolument rien contre le bloc apathique et somnolent de ceux qui attendent des miracles.

Jeunes camarades, ceux-là ont permis que les premiers pas de la poussée de réaction qui s'abattra sur tous les travailleurs de ce pays se fassent sans la moindre résistance de notre part.

Notre position est tombée. Nous avons ainsi ouvert la voie aux défaites successives qui suivront inévitablement.

Jeunes camarades, cette réaction, enhardie par nos capitulations, portera ses coups quand ce sera notre tour d'affronter les dures embûches de la vie. Pour lors, nous aurons déjà remplacé beaucoup d'aînés à la section mère. Il s'agira que l'organisation et les méthodes désuètes aient fait place à une organisation plus rationnelle et, surtout plus combative.

Notre section des adhérents est un formidable appoint dans la balance des forces.

Des tendances se font jour dont la forte impulsion ne manquera pas de modifier les méthodes de combat.

Jeunes camarades, nous pouvons et nous devons aider nos aînés dans leur tâche. Comment ? En suivant de près les questions syndicales et en contrôlant les agissements de tous nos dirigeants. Pour cela, il faut prendre conscience de ce qui se trame autour de nous et parmi nous. Mais, pour s'en rendre compte, il faut suivre les séances, non pas timidement, mais avec la ferme volonté d'en tirer profit pour son esprit, et de collaborer à l'œuvre commune de défense.

Quand nous serons bien pénétrés de cela, nous présenterons une section des adhérents forte et consciente qui décidera en

grande partie de la tournure que prendront les événements de l'avenir.

Nos mots d'ordre doivent être : *une organisation forte, consciente et disciplinée; une volonté nette de résistance au cœur de chacun; et, surtout, des dirigeants qui soient des champions de la lutte et non de simples discoureurs.*

VIDEO

N. B. — J'apprends qu'en sa dernière assemblée le « Creuset » a modifié ses statuts concernant l'admission des membres et que désormais les jeunes adhérents pourront faire partie de ce groupe. J'applaudis chaudement cette mesure qui va permettre à nos jeunes camarades de venir s'initier aux problèmes sociaux et syndicaux au sein de cette intéressante organisation :

Donc, camarades adhérents, faites dès à présent votre demande d'admission au cercle « Le Creuset », les cotisations y sont minimales, vous y trouverez en dehors des lumières de nos aînés, une franche et cordiale atmosphère de sympathie.

Le local est au « Lion d'Or », 23, pl. St-Géry.

Convocation

Les camarades membres du cercle « Le Creuset » sont priés d'assister à la séance mensuelle qui se tiendra le dimanche 13 février, au local : « Au Lion d'Or », 23, pl. St-Géry, Bruxelles.

Nous attirons l'attention des jeunes camarades adhérents. La modification aux statuts leur permet désormais d'être membre de notre cercle. Ceux d'entre eux, soucieux de leur compréhension des problèmes sociaux et syndicaux, se feront un devoir de venir renforcer nos rangs. Ils trouveront chez nous un franc et sympathique accueil, ils deviendront par cela un peu plus proche parent dans notre grande famille typographique.

N. B. La commission des fêtes prie les camarades de bien vouloir rentrer leurs cartes et leurs comptes de la dernière fête. Cela permettra de clôturer les comptes et de nous mettre en règle avec le fisc... l'inévitable rançonneur.

Etes-vous coopérateur ? Si oui, faites-nous des nouveaux.

Etes-vous coopérateur ? Si non, faites-le sans tarder.

TRIBUNE LIBRE

La Vie Typographique à Bruxelles

Semaines anglaises
avec 44 h. 1/2 et 48 heures

Ceci n'est pas un conte, mais une histoire vécue !

Quelqu'un envisageait le farniente que pouvait procurer le samedi après-midi si la semaine anglaise avait existé dans la maison dont il assumait la direction technique depuis plusieurs années. Parfois, il se laissait aller à communiquer ses impressions et à tâter le pouls du personnel.

1926... Le chômage s'annonce, se précise, s'avance et fait des ravages parmi les compagnons de la maison; une douzaine de victimes sont tombées successivement au cours des mois d'août et de septembre. Mais un organe financier paraissant tous les jours de Bourse, exige le maintien d'un personnel strictement nécessaire à sa parution à l'heure précise. Cependant, de nouvelles restrictions de main-d'œuvre seront encore imposées. Deux hommes devront à nouveau être sacrifiés, à moins de travailler un nombre réduit d'heures chaque semaine. Et le personnel, par solidarité cette fois, fut amené à dater du mois d'octobre, à perdre le samedi après-midi, soit 3 1/2 heures.

Cahin-caha, le travail s'exécuta en bousculant les camarades, car la réduction des heures de travail a jeté quelque perturbation dans l'atelier.

Quelques heures supplémentaires effectuées et le décès inopiné, vers la fin de novembre d'un camarade occasionnèrent l'intervention de l'Association en vue du rétablissement de la semaine normale dans l'atelier. Si nous sommes bien informés, il fut répondu au délégué que les circonstances n'ayant pas permis encore le retour à cette situation et que l'établissement de la semaine anglaise était sollicitée du Ministre de l'Industrie et du Travail. En effet, le 10 décembre le sectionnaire demandait à chaque compagnon son avis sur cette proposition; il y eut quelques oppositions, la généralité accepta. Et le 13, un avis donnait le nouvel horaire de travail comme suit :

Lundi de 8 à 12 et de 2 à 6 h.

Mardi de 7 1/2 à 12 h. et de 2 à 6 1/2.

OPERATEURS ! Pour protéger votre vue, demandez une LINOTYPE PARKERISEE !

OPERATEURS ! Pour protéger votre vue, demandez une LINOTYPE PARKERISEE !

Mercredi de 7 1/2 à 12 h. et de 2 à 6 1/2 h.

Jeudi de 7 1/2 à 12 h. et de 2 à 6 h.

Vendredi de 7 1/2 à 12 h. et de 2 à 6 1/2 h.

Samedi de 8 h. à 12 1/2 h.

La semaine anglaise de 48 heures était instaurée à la typographie, mais la semaine anglaise de 44 h. 1/2, avec 8 heures de travail les lundi, mardi, mercredi, jeudi, vendredi et 4 h. 1/2 le samedi, restait en vigueur aux presses. Comprenne qui pourra !

Les jours de fête (Noël, Nouvel-an) tombant le samedi, l'usage voulait, et les typographes l'ignoraient que dans ce cas l'horaire de travail ne pouvait se modifier. et que les 3 1/2 heures de travail du nouvel horaire étaient à l'avantage du patron. Aux presses, il n'en était pas de même, les jours de fête se trouvaient être au profit du personnel. Le patron s'en aperçut à temps et la semaine anglaise fut généralisée le 21 décembre.

Heureusement, tout ne fut pas perdu encore. Les cigares traditionnels furent distribués au personnel le jour de la Saint-Sylvestre. Ce fut une compensation.

Nous ne commenterons pas, mais nous ne pouvons cependant pas négliger de tirer des conclusions de la relation qui précède.

1. Dans les maisons où les camarades ont fait œuvre de solidarité pour éviter le débauchement, les patrons ont abusé de la situation.

2. En ce qui concerne la semaine anglaise, trop de compagnons ignorent les subtilités occasionnées par l'échéance des jours de fête. Un coup d'œil attentif sur l'horaire détaillé ci-dessus fait ressortir que les jours où les fêtes ont leur place sont les lundis et jeudis et qu'ils occasionnent le minimum de pertes d'heures pour les patrons. Effectivement, ils réalisent un profit sur l'ensemble des jours de fête de 1927.

QUI-VIVE.

CAMARADES !

Voulez-vous devenir coopérateur de notre imprimerie, sans que cela vous impose des sacrifices trop lourds ?

Faites-vous inscrire à notre Caisse d'Épargne. Au moyen de petits versements, elle vous permettra de le devenir.

LES ARTS GRAPHIQUES

(Société Coopérative Ouvrière)

Chaussée de Haecht, 201. — Schaerbeek.

Dans l'Internationale des typos

EN ITALIE

L'on se souvient que lors de la menace de dissolution de la Fédération Typographique Italienne par le gouvernement sanguinaire de Mussolini, suivie de la trahison de Tomaso Bruno qui passe avec armes et bagages et tout l'avoir collectif de nos camarades italiens au fascisme, quelques camarades ont relevé le flambeau de la lutte de classe, que d'autres venaient de laisser tomber dans la boue de la trahison.

Ces camarades, malgré l'interdiction formelle du gouvernement, reconstituaient leur fédération lutte de classe afin de pouvoir continuer, malgré tout, leur action de défense et d'émancipation ouvrière.

Au début, cette fédération n'attira guère l'attention, ni du gouvernement, ni des faisceaux. Elle profita de cette inattention pour approfondir et élargir son influence au sein des travailleurs du Livre.

Mais un événement devait mettre fin à cette situation : l'attentat contre Mussolini à Bologne.

Cet attentat fut le signal pour les bandes fascistes pour se ruer contre nos camarades typos d'Italie. Le siège de la Fédération, établi à Milan fut saccagé. Les fascistes y volaient tout, et entre autres la liste des membres de la Fédération. Muni de la liste des membres, les chemises noires se rendirent dans les imprimeries où travaillaient les membres de l'organisation indépendante. Ces derniers furent obligés de quitter le travail et furent atrocement maltraités.

Les patrons reçurent l'ordre de ne plus les engager. Il est à supposer que l'ordre de ne pas laisser travailler les ouvriers non fascistes n'est aucunement temporaire, mais bien définitif. Par conséquent, ces pauvres ouvriers sont obligés ou de devenir fascistes ou de voler, à moins qu'ils ne réussissent à passer la frontière.

Voilà comment cette crapule de Mussolini traite les ouvriers; et voilà aussi comment se règlent les conflits sociaux qui remontent tous les jours à la surface avec plus de force.

Le chômage règne en Italie avec une intensité incroyable : 600 chômeurs à Rome

et à Milan, 300 à Turin, 300 à Gênes, etc., etc.

Mais malgré tout les ouvriers tiennent bon; ils continuent inlassablement la bataille pour faire triompher les revendications ouvrières.

EN ANGLETERRE

Les conséquences de la grève générale anglaise, sans compter celles de la grève des mineurs de quelque façon qu'elle finisse, sont incalculables. Le « Livre » a peut-être été une des branches où ces conséquences se sont fait sentir avec le plus d'acuité.

De nouveaux contrats ont été établis à peu près partout, modifiant profondément les rapports entre maîtres imprimeurs et ouvriers, et il a fallu toute la puissance numérique des Unions pour empêcher que de graves atteintes ne soient portées aux avantages matériels acquis par des dizaines d'années de luttes.

Un fait qui mérite l'attention de tous s'est produit à Manchester. Ne pouvant briser les Unions, la puissante Société du « Manchester Guardian » et du « Manchester Evening News » vient de former une « house Union », qui ressemble comme deux gouttes d'eau aux « Company Unions » d'Amérique.

Tout le personnel des deux journaux (tous sont syndiqués) doit obligatoirement adhérer à l'« Union de Maison », la Maison laisse toutefois la latitude à ses ouvriers de continuer leur adhésion à leur Union ouvrière. Ceux qui se refusent à adhérer à l'Union de Maison sont considérés comme démissionnaires et priés de ramasser leurs outils.

Pour donner plus de poids au système, la Direction imagina un vote du personnel qui, par une majorité fictive, accepta le principe sous certaines réserves. Les Unions ouvrières, comme de juste condamnèrent l'innovation et 13 typos et linos, ainsi qu'un nombre d'ouvriers des autres services, quittèrent le journal; certains y travaillaient depuis 30 ans.

Les statuts de la fameuse Union sont alléchants.

Ils disent d'abord : Arriver à une bonne entente entre la direction et le personnel; faciliter la solution des conflits (qu'ils envisagent bien encore possible) par l'arbitration; fournir des secours de chômage et de maladie; fournir une retraite à 65 ans

après au moins 20 ans de service (demi-salaire).

Mais : *Interdiction de faire grève sans accord avec la Direction.*

Ca c'est une perle, surtout si l'on ajoute que tout ouvrier cessant le travail sera considéré comme démissionnaire (toujours !) et perdra du fait tous les avantages qu'il avait acquis, pension et le reste.

Il y a un autre point dans l'histoire : La compagnie s'engage à payer les tarifs des trades-unions, en tout cas un tarif jamais inférieur.

Pour montrer sa générosité, la compagnie verse comme premier établissement 50.000 livres pour la caisse des pensions. Pour qu'elle y mette ce prix, il faut que le jeu vaille la chandelle.

Les bureaux et commissions de l'Union sont élus par l'ensemble du personnel, ouvriers et employés, et la Direction y a sa place par moitié.

Le couteau sous la gorge, pris par l'alternative du chômage qui prend des proportions considérables par suite de la crise du charbon, les 826 employés des deux journaux ont donc rivé une maille de plus à leur chaîne, mais déjà ils déchantent.

Une cause stipule que la Compagnie pourra renvoyer du personnel pour manque de travail. Elle a remplacé ceux qui ont refusé d'être du bétail par des non-unionistes. Au fond, c'est là le nœud de la question, la tentative est tout simplement l'« open shop », l'atelier ouvert, on éliminera graduellement le personnel syndiqué.

Une réunion des Unions du Livre de Manchester, toutes sections comprises, vient de se tenir; elle a étudié la question, décidé l'action à mener et demandé audience aux représentants des journaux en stipulant qu'il ne sera permis à aucun membre de faire partie des « Union de Maison ». Neuf unions ouvrières sont intéressées et le fameux projet est loin d'avoir amené la paix au « Manchester Guardian », bien au contraire.

AVANTI

CAMARADES,

Si vous estimez que le « Creuset » fait du travail utile, diffusez-le, aidez-le, faites-lui des abonnés et des lecteurs.

Si l'on vous demande un avis, n'oubliez pas de donner votre préférence aux maisons qui font de la publicité dans le « Creuset ».

OPÉRATEURS ! Pour protéger votre vue, demandez une LINOTYPE PARKERISÉE !

OPÉRATEURS ! Pour protéger votre vue, demandez une LINOTYPE PARKERISÉE !

La Poubelle

OU BROUTILLARD EST DEBORDE

Beaucoup de camarades se sont étonnés de ce que la poubelle, habituellement garnie des petites insanités inhérentes à la vie, ait fait défaut ces derniers temps. La raison en est sérieuse. La « Poubelle » eut été insuffisante pour décerner à chacun son dû. Il eut fallu pour cela non pas une pauvre petite poubelle, mais un tombereau, ou mieux un dépotoir. C'est évidemment dans les périodes anormales, d'exception que les hommes se découvrent, que leurs faiblesses comme leurs qualités reprennent le dessus, c'est dans ces périodes aussi que ceux qui ont des rancunes à assouvir, des appétits à satisfaire, s'en donnent au gré de leur tempérament. Dans l'eau trouble on peut toujours pêcher. Il eut fallu trop dire, trop reprendre. Ce n'était pas souhaitable. Nous ne perdrons pourtant rien de tous les incidents. Nous laisserons se tasser la vase et nous épiloguerons plus tard. Ces leçons méritent d'être méditées à l'aise. Broutillard se taisant, n'en enregistre pas moins ce qui frappe son sens critique. Il vous dira plus tard ce qu'il en pense.

Rien ne se perd en ce bas monde.

A LIEGE

DE VRAIS CAMARADES!?

Vous avez probablement lu dans les quotidiens qu'il y avait, à Liège, un conflit dans trois journaux. Le personnel d'un journal, au grand complet, est sorti (sauf deux) lundi à midi, celui de la *Gazette* (sauf quelques-uns) mardi matin. On se demande vraiment pourquoi les pauvres égarés, syndiqués comme nous tous, qui sont restés au travail, payaient des cotisations (qui sont maintenant très fortes), et à quoi ils pensent. Oublient-ils que la reconnaissance des patrons est un vain mot?

Il nous revient aussi que des ouvriers affranchis, devenus petits patrons, ont oublié, comme c'est l'habitude à peu près générale, leur ancienne condition de travailleurs et nous déclarent la guerre.

Nous nous en souviendrons.

J. M., de Liège.

APPAREIL MYSTERIEUX

Il fonctionne depuis quelques jours. A quoi sert-il? On ne sait rien encore, du moins rien de précis.

Installé à l'entrée des ateliers du journal

qui aurait voulu être le plus grand de la Belgique (à défaut d'être le plus sincère et le mieux informé), cet engin a plongé nos camarades dans la perplexité.

Un ordre de service les invite à poser leur signature sur un endroit de la machine; un employé est à leur disposition pour les initier à la mise en marche.

La direction prétend que c'est pour contrôler les entrées et sorties des membres du personnel.

Nous ne voulons rien croire de cette explication. Absolument rien. On les connaît suffisamment ces deux directeurs. Ils auront beau essayer de se faire passer comme supérieurement intelligents, ils ne réussiront plus à tromper les salariés de leur boîte.

Qu'ils continuent à bourrer le crâne de leurs lecteurs et à vendre leur encre, leurs pavés ou leurs bougies, mais qu'ils ne viennent pas nous parler d'un procédé de contrôle. C'est encore un de leurs trucs pour faire de la galette... Il est visible que des essais sont faits pour récolter des signatures à bon marché. En habiles commerçants ils sauront monnayer ces autographes.

Broutillard, qui s'est approché très près de... l'autographeuse, nous dit que c'est quelque chose dans ce goût-là. Il ajoute cependant un détail troublant: un dispositif ingénieux indiquerait également le poids du... client.

Drôle de baraque tout de même.

Pourquoi le poids?... Va-t-on appliquer le régime jockey à tous. S'il en est ainsi, l'honneur de... la bière nationale est en jeu, car Rogniez pèse trop lourd le soir et sa « dernière heure » aurait tôt sonné.

LES ŒUFS DE LA SOC. GENERALE

En jetant un coup d'œil sur la « cote de la Bourse » on peut se rendre compte que les œufs de cette institution financière ne sont pas prêts à se casser. En effet, ses actions cotent actuellement 15,300 francs!

UNE PAILLE!

Et cela, à une époque où la misère grandit; où nous, travailleurs, cherchons vainement à trouver de la besogne; alors que beaucoup d'entre nous n'ont rien à se mettre sous la dent!

Et l'index monte, monte!

Peut-on dire que c'est scandaleux!